

## Compte-rendu des comités techniques locaux des 8 juin et 19 juin 2017 PROFUSION DE REUNIONS

Le comité technique local (CTL) s'est réuni le 8 juin 2017 pour évoquer notamment les points suivants :

- Le nouveau règlement intérieur applicable au CTL
- Le projet d'arrêté relatif à la désignation du service chargé du recouvrement des droits et pénalités dus au SPF-E
- Le bilan de la formation professionnelle
- Le tableau de bord de veille sociale 2016
- Le baromètre social 2016
- Le plan d'action suite aux travaux du Groupe de Travail relatif à l'étude du baromètre social 2015
- Le bilan de la restructuration du réseau 2017
- L'Adaptation des Structures et du Réseau 2018

Compte tenu de l'heure tardive de fin de la première réunion, le comité technique local (CTL) s'est poursuivi le 19 juin 2017 pour (ré)évoquer les points suivants :

- Le bilan d'activité de l'Équipe Départementale de Renfort (EDR)
- Un point d'étape de la campagne IR.
- L'Adaptation des Structures et du Réseau 2018 (acte 1 scène 3)
- La réorganisation du service en charge des missions domaniales et de la politique immobilière de l'État.

En propos liminaires (cf déclaration jointe), Solidaires Finances Publiques a évoqué une nouvelle fois les suites des élections présidentielles et son incidence sur le quotidien des agents.

Concernant le prélèvement à la source, le directeur a indiqué que les séances de

formation et d'information étaient suspendues du fait du report de la mesure.

Un audit national a été commandé à l'IGF (Inspection Générale des Finances) pour examiner la solidité du dispositif.

En attendant, plus de 90 agents formés dans le département pour une réforme qui ne va peut-être pas se réaliser...

A l'heure des économies, Solidaires Finances Publiques aurait souhaité connaître le coût des formations et des spots publicitaires.

### **REGLEMENT INTERIEUR : EPISODE 3**

Sans surprise, le règlement intérieur (RI) nous a été proposé une troisième fois pour vote en l'état.

Sans aucune surprise, ce RI a été adopté malgré un nouveau vote contre des organisations syndicales, ce qui va réduire les droits des élus et le temps de préparation des réunions.

### **SPF-E**

Pour asseoir juridiquement le recouvrement des droits patrimoniaux au sein du Service de Publicité Foncière (Enregistrement) d'Auxerre au 01/09/2017, l'arrêté de désignation du comptable pécuniairement responsable a de nouveau été soumis au vote.

Solidaires Finances Publiques a encore voté contre car nous sommes opposés à la départementalisation de l'enregistrement et à son rattachement au SPF d'Auxerre.

Concernant le rapprochement ou la fusion des SPF(Auxerre 1/ Auxerre 2 et Sens/Joigny), il ne se passera rien en 2018 : l'informatique ne permet pas à l'heure actuelle la fusion de deux bases Fidji. Il y aura des expérimentations en 2018, la DDFIP de l'Yonne va se porter candidate pour ce test sur les SPF d'Auxerre.

### **BILAN 2016 DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE**

Il y a un certain satisfecit de la Direction par rapport à l'organisation de la formation au sein de notre département.

La Direction souhaite augmenter le nombre de formateurs et améliorer le recensement des besoins.

Le travail de préparation du plan de formation local devrait être effectué d'ici mi-novembre, avec relance des chefs de service si besoin.

Les formations locales représentent 35 % des jours de formation dans l'Yonne. La e-formation est en augmentation, mais avec un taux d'absentéisme important.

Solidaires Finances Publiques a réaffirmé la nécessité de proposer des formations locales, qui correspondent aux attentes et aux besoins des agents, notamment des femmes. Afin de mieux cerner les « exclus » de la formation, Solidaires Finances Publiques a demandé un bilan de la formation avec la répartition hommes/femmes, comme cela est le cas au niveau national.

En effet, Solidaires Finances Publiques estime que les femmes chargées de famille font partie de ces exclus.

Solidaires Finances Publiques a également redemandé un bilan qualitatif de la formation sur la base des évaluations transmises par les stagiaires.

La direction ne nous a communiqué aucun élément sur les DIF déposés en 2016 (Droit Individuel à la Formation), ni sur les congés de formation professionnelle, Solidaires Finances Publiques a rappelé que ces éléments auraient dû faire partie du bilan de la formation professionnelle.

### **TABLEAU DE BORD DE VEILLE SOCIALE 2016**

Le tableau de bord 2016 se réduit à peu de chagrin avec seulement 4 indicateurs non commentés en guise de document de travail.

Des précisions nous ont été apportées en séance :

- sur les 7 fiches de prévention des risques psycho-sociaux, 6 émanent de trésoreries
- concernant les fiches de signalement, pour chaque fiche la direction demande à l'agent rédacteur de cette fiche quelle suite il désire y donner
- l'augmentation de 13 % des jours versés sur les CET proviendrait à la fois de : l'indemnisation d'une partie des congés non pris, la simplification d'utilisation du CET, des congés longue maladie, et de l'augmentation des charges de travail
- 22 % de congés maladie supplémentaires en 2016 situés principalement dans les SIP et SIE
- baisse de 13 % des écrêtements horaires variables, les écrêtements se concentrant sur un nombre restreint de personnes

La direction nous a indiqué que des réunions avaient lieu régulièrement entre l'assistante sociale, le médecin de prévention et le service ressources humaines pour échanger sur les collègues en difficulté.

### **BAROMETRE SOCIAL 2016**

Les résultats dans l'Yonne sont restés à l'identique par rapport à 2015, mise à part pour 6 items.

5 d'entre eux ont évolué négativement :

- le temps nécessaire dont dispose les agents pour accomplir leur travail et prendre connaissance des informations
  - les relations avec les chefs de service (communication avec les équipes, prise en compte des suggestions, des difficultés et des préoccupations des agents)
  - l'évolution de la DGFIP
  - l'intranet
  - les conditions de travail et la qualité de service à l'utilisateur
- Un item a évolué positivement : il s'agit de l'information.

Il y a eu une plus grande participation des agents de l'Yonne à ce questionnaire. Solidaires Finances Publiques estime que c'est un moyen pour les agents de faire remonter leur mal-être au travail, y compris pour les chefs de service.

Le directeur constate qu'il n'y a pas eu d'allègement des tâches au regard des suppressions d'emplois et que les agents ont, malgré les préconisations de la direction, conservé leurs méthodes de travail antérieures. Solidaires Finances Publiques a rappelé que l'évolution des métiers était liée aux restructurations, engendrant un certain pessimisme vis-à-vis de leur avenir professionnel.

### **GT BAROMETRE SOCIAL 2015: PLAN D'ACTION**

Suite à la tenue du groupe de travail sur le baromètre social 2015, des modifications sur les propositions faites ont été actées lors du CTL du 16 mai.

Elles nous ont été présentées sous forme d'un plan d'action, et, après quelques reformulations, elles ont été unanimement acceptées.

Les 5 thèmes retenus sont les suivants :

- faciliter la diffusion de l'information
- la communication
- la formation
- la gestion des changements

- le climat social

Le plan d'action développe 11 propositions d'actions et 2 recommandations.

Ce plan d'action sera diffusé aux chefs de service, qui devront le commenter à leurs agents, et mis en ligne sur l'intranet Ulysse 89.

### **BILAN DE L'ASR 2017**

Concernant les SIE, il y a eu une augmentation importante des charges de travail pour les SIE accueillants compte tenu du fait que tous les agents n'ont pas suivi la mission.

Pour les trésoreries de l'Isle-sur-Serein et de Chéroy, le personnel a suivi la mission collectivités locales, alors que la mission recouvrement a été transférée sur les SIP sans moyen humain supplémentaire.

Pour le service de recouvrement des amendes transféré au SIP d'Auxerre, la direction se félicite du pré-bilan présenté. Elle souligne la bonne intégration de cette mission et de l'équipe au sein de la structure recouvrement avec une mutualisation des tâches de guichet, d'accueil téléphonique et de traitement des retours.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que des moyens de renfort importants ont été déployés sur cette opération de restructuration, contrairement aux moyens alloués auparavant à la trésorerie principale d'Auxerre et plus particulièrement à la mission amendes.

Pour Solidaires Finances Publiques, le choix de la direction du rattachement initial des amendes à la trésorerie principale d'Auxerre accompagné d'un défaut de calibrage au niveau des agents et de pilotage a fragilisé la structure.

De manière générale, les méthodes de travail différentes entre les services ont généré des difficultés lors de la fusion.

### ASR 2018

Dans la poursuite des transferts de la gestion des maisons de retraite pour 2017 sur la trésorerie d'Auxerre EH, il a été acté que 3 maisons de retraite supplémentaires seraient rattachées au 01/01/2018 à Auxerre EH.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que ce poste avait déjà des difficultés d'effectif et de sachants, rajouter une charge de travail sans moyen supplémentaire ne fera qu'accentuer leurs difficultés.

Le directeur a reconnu que EH serait en difficulté, mais qu'il y avait des périodes de tension pour tous les postes. La direction aura une attention toute particulière lors des affectations locales des stagiaires, et lors des prochains redéploiements d'emplois au sein du département.

Saisissant l'opportunité du projet de départ en mutation du cadre A de l'antenne de Sens du PCR (pôle de contrôle des revenus et du patrimoine), la direction a décidé le regroupement des deux antennes sur Auxerre au 01/01/2018.

Pour Solidaires Finances Publiques, le moment est mal choisi : d'une part, le PCR est une structure récente créée au 01/05/2016, d'autre part le tissu économique et la connaissance du terrain justifiait l'implantation de l'antenne sénonaise.

Par ailleurs la direction locale n'a pas su anticiper dans sa note de mouvement de mutation les incidences sur les transferts de poste.

Il nous a été annoncé la suspension du transfert du SIE d'Avallon sur Auxerre pour des raisons techniques et informatiques. Rien ne devrait se faire avant 2019.

### CAMPAGNE IR

Solidaires Finances Publiques constate que les efforts de la direction générale ont été

concentrés sur la communication liée au prélèvement à la source, avec notamment la collecte des coordonnées bancaires.

La direction nous a indiqué que, même si le nombre de télédéclarants a augmenté, cela n'a pas diminué le volume des réceptions, bien au contraire.

Les opérations de saisie ont été alourdies par des nouveautés (micro-BA, RIB, prise en charge des dates de naissance des ados à charge, fusion de communes).

Concernant les RIB, il y a de fortes inquiétudes des organisations syndicales pour la sortie tardive des rôles IR qui risque de générer des demandes des contribuables (avis, délais, gracieux).

Toujours autant de réception avec de moins en moins de moyens humains...

### BILAN EQUIPE DE RENFORT

Suite à une demande récurrente de Solidaires Finances Publiques, un bilan de l'activité de l'équipe de renfort a pu être réalisé.

L'équipe de renfort de la DDFIP 89 est composée de 16 agents, le « R » voulant bien dire « renfort » selon le directeur, et non « remplacement ».

L'affectation des renforts se fait suivant plusieurs critères : le déficit en agents du poste, les charges de travail ponctuelles ou spécifiques, les restructurations, les demandes des chefs de service.

Le 1<sup>er</sup> constat qui peut être effectué est que la direction ne dispose pas d'un effectif suffisant pour pallier les nombreuses demandes des chefs de service. Seulement 50 % des demandes sont satisfaites.

Compte tenu de la diversité de nos différents métiers, la polyvalence ou la polycompétence sur plus de 3 métiers n'existe pas. Un tiers de l'équipe de renfort a une origine fiscale, et deux tiers une origine gestion publique. A noter

qu'aucun agent n'a une formation de base spécifique SIE.

Le but, selon la direction, serait d'avoir des agents polycompétents sur les deux filières. Mais cela nécessite de dégager du temps pour la formation des agents de l'EDR, y compris au sein des postes.

La direction affecte très régulièrement l'équipe de renfort sur les petits postes contrairement aux services de contrôle qui ne sont quasiment jamais renforcés. L'EDR intervient surtout dans les missions de gestion et de recouvrement.

Solidaires Finances Publiques constate que l'EDR est sollicitée par les services pour combler essentiellement les vacances de postes, et les déficits d'agents liés aux suppressions d'emplois. Au rythme de 12 suppressions d'emplois chaque année, les services auront de plus en plus de mal à fonctionner et le manque de moyens alloués à l'EDR ne permettra pas d'apporter un renfort suffisant.

## REORGANISATION DES DOMAINES

Le transfert de 3 Postes de cadre A évaluateurs Domaine a été acté depuis bientôt 6 mois, mais la réforme globale de la politique immobilière de l'État et des restructurations de la sphère Domaine vient seulement de nous être présentée.

La tâche d'évaluation sera effectuée depuis le pôle d'évaluation domaniale de la DRFIP de Côte d'Or. Un protocole sera établi entre les deux directions pour organiser les échanges de données.

Il subsistera à Auxerre un service local des Domaines composé de deux agents et d'un chef de service.

Solidaires Finances Publiques a déploré le départ de sachants et la fragilisation de la mission d'évaluation compte tenu de l'éloignement géographique du pôle d'évaluation domaniale, et a voté contre cette réorganisation subie.

L'ensemble des organisations syndicales ayant voté contre, ce sujet sera à nouveau réévoqué lors d'un comité technique le 3 juillet.

## QUESTIONS DIVERSES

En réponse à une demande d'une organisation syndicale concernant une note relative au PRS, le directeur a indiqué que les travaux de transfert de certaines cotes hors contrôle fiscal étaient suspendus pour une année. Il a reconnu que le PRS était en difficulté et qu'il renforcerait le service d'un cadre A et de l'affectation de l'EDR, et que la problématique du recouvrement dans les PRS faisait l'objet d'une réflexion nationale.

Solidaires Finances Publiques a rappelé que cette structure n'avait pas été dotée de moyens suffisants et que le fait d'y avoir adossé les procédures collectives n'avait pas contribué à l'efficacité du recouvrement.

Les représentants de Solidaires Finances Publiques:

Valérie DE PALMA  
Nadine ROGER  
Pascal AUGÉAT  
Michèle LEVESQUEAU  
Hassan LARIBIA  
Jean-François DURET  
expert : François BACCON

### Balf syndicale:

[solidairesfinancespubliques.ddfip89@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip89@dgfip.finances.gouv.fr)

### DATES A RETENIR :

26 juin : CAP locale n°3 (agents)

29 juin : CAP locale n°1 (inspecteurs)

3 juillet : CTL

4 juillet : CAP locale n°2 (contrôleurs)

## REJOIGNEZ-NOUS !

SECTION :

### Bulletin d'adhésion 2017

Coupon à remettre à ton correspondant  
accompagné du règlement



**IDENTIFIANTS**

N° DGFIP (6 chiffres) ..... N° ANAIS (10 chiffres) .....

NOM d'usage ..... Prénom .....

NOM de naissance ..... Date de naissance .....

Cadre : ..... Grade : ..... Echelon : ..... Date de prise de rang : .....

Informations professionnelles	Informations personnelles
Service : .....	Adresse perso. : .....
Site : .....	.....
Temps partiel : ..... %	.....
@ ..... ☎ .....	@ ..... ☎ .....
<small>Ces informations sont obligatoires</small>	<small>Ces informations sont facultatives, tu pourras les modifier dans ton profil sur <a href="http://solidairesfinancespubliques.org">solidairesfinancespubliques.org</a></small>

Montant de la cotisation →